



HAL
open science

Ce que politiser veut dire.

Eric Darras

► **To cite this version:**

| Eric Darras. Ce que politiser veut dire.. 2019. <hal-02285491>

HAL Id: hal-02285491

<https://hal.science/hal-02285491v1>

Preprint submitted on 12 Sep 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Copyright - All rights reserved

Ce que politiser veut dire

L'élargissement du domaine des luttes de définitions dans les sciences sociales du politique

Résumé : Les concepts d'infrapolitique, d'*Eigensinn*, d'économie morale, de *subaltern*, de politisation ordinaire... s'importe en France sans toujours en contrôler l'origine, les intérêts et limites. La politisation, au cœur de plusieurs tentatives de définition récentes, gagnerait à être envisager au pluriel. Si le dialogue avec les travaux anglophones sur les contre-cultures, la sociologie des classes populaires et l'anthropologie s'impose, il en va de même du désir d'objectivité qui passe par la réflexivité. Il est possible de concilier les définitions sociologiques et anthropologiques du politique sans dénier les hiérarchies politiques et donc sociales qui caractérisent nos sociétés de classes. Les politisations se distinguent alors comme des relations d'échange inégal, elles peuvent être rapprochées, légitimistes ou éloignées selon la distance des causes et de leurs groupes au champ politique.

Mots-clés : socialisation politique - mouvements sociaux – politisation – épistémologie – science politique – infrapolitique – classes populaires – contre-cultures

Eric Darras est professeur agrégé des universités en science politique à Science Po Toulouse, directeur du Laboratoire des sciences sociales du politique (LaSSP) et co-directeur de la revue *Sociétés Contemporaines*. Co-auteur du collectif du 9 août, *Quand ils ont fermé l'usine* (Agone, 2017) et de CURAPP, *La politique ailleurs* (PUF, 1998), il a notamment publié récemment « Que sait-on de la médiatisation du front national ? » dans Barrault-Stella (L.) Gaïti (B.) et Lehingue (P.) dirs, *La politique désenchantée ? Perspectives sociologiques autour des travaux de D. Gaxie*, PUR, 2019 ; « Le milliardaire éclairé. La conversion des habitus journalistiques à l'économie » (*Savoir/Agir*, 2019).

Adresse postale : 36, rue de la fonderie, 31000 Toulouse / 0662077099 / eric.darras@sciencespo-toulouse.fr

De même que l'on distinguait l'essence sans-plomb de l'essence ordinaire avant que le sans-plomb ne devienne ordinaire, en matière politique l'ordinaire s'oppose au supérieur pour s'apparenter à l'inférieur (l'infra-politique, le politique par le bas, le *bottom-up*), à l'après pour l'avant (le proto-politique, le pré-politique, la question ou le juge ordinaires), au spécialisé pour le commun (le banal, le local), au grand pour le petit (la *micro-storia*), au superflu pour le fondamental (l'infrastructuel, l'économique, l'émotionnel, le désir ou la peur, l'anthropologique, les mentalités, l'économie morale, l'Amour ou la Justice, la revendication de dignité, de « Quant-à-soi », *Eigensinn*), à l'exceptionnel pour le quotidien (*Alltagsgeschichte*) ou le normal, au rationnel pour le vécu ou l'expérience ou l'expérience vécue (un pléonasme) au sacré pour le profane, à l'avant-garde pour l'arrière-garde, au distingué pour le vulgaire, au public pour le privé ou le domestique, à la haute société pour le populaire, à la politique pour le politique, au politique pour le social... La définition du politique reste un enjeu de la lutte politique mais aussi de la lutte universitaire ; la première des règles à respecter reste celle de la définition préalable des concepts pour réduire une polysémie confondante et rendre ainsi possible un débat de fond pour progresser collectivement dans la compréhension des phénomènes et institutions « politiques ». Quitte à s'accorder ensuite sur nos désaccords entre professionnels des sciences sociales du politique¹. S'il fallait retenir pour « l'agenda des recherches en sociologie politique » l'adjectif « ordinaire » accolé à « politisation »² c'est aussi et surtout lorsque la politique « ordinaire » se distingue de la

¹ Un concept aussi central que celui d'« infrapolitique » prend en réalité des significations assez différentes chez des historiens comme M. Agulhon ou E.-P. Thompson et chez le politiste et anthropologue J. Scott pour qui la référence à l'infrastructure dans le débat classique entre anarchistes et marxistes est explicitement assumée (discussions avec l'auteur).

² Par sa critique fournie, probe et constructive des travaux francophones de science politique « vers un agenda de recherche sur les politisations ordinaires au sein de la sociologie politique française », J. Weisbein dresse un bilan utile et ouvre la voie à pistes et clarifications sur la notion de politisation. A l'impossible, nul n'est tenu et le périmètre de sa recension est volontairement réduit à celui de la science politique en tant que discipline académique. Or, l'auteur ne l'ignore pas, sur cette question des politisations ordinaires, ailleurs et autrement, à bas bruits, discrète ou sans en avoir l'air... l'essentiel vient d'ailleurs : de certains historiens et anthropologues d'une part, d'une littérature sociologique consacrée aux « contre-cultures populaires », notamment médiatiques, en langue anglaise d'autre part : Weisbein (J.), « vers un agenda de recherche sur les politisations ordinaires au sein de la sociologie politique française ? À propos de *L'ordinaire du politique : enquêtes sur les rapports profanes au politique*, dirigé par François Buton, Patrick Lehingue, Nicolas Mariot et Sabine Rozier », *Politix*, 119, 2017, 147-160. Pour un autre « bilan et perspectives » sur la notion de politisation, voir également Déloye (Y.) et Haegel (F.), « Politisation.

politique « professionnelle » (sans nécessairement s’y opposer) avec ses professionnels de la politique. La politisation relève en effet d’un échange culturel mais inégal. Elle est à la fois la rencontre, le produit et le vecteur de cultures relativement autonomes inséparablement matérielles et symboliques (la conception extensive ou anthropologique du politique entendu comme principe de classement des Nous et des Eux) avec les cultures politiques légitimes (la conception restrictive de la politique qu’il s’agit de concilier avec celle extensive). Nos sociétés contemporaines sont inégalitaires à de multiples niveaux, elles sont institutionnalisées et donc hiérarchisées ; dès lors, toute critique ou contestation significatives doit faire avec et contre le champ politique tel qu’il s’est historiquement construit et imposé à tou.te.s à partir du XIXe siècle avec l’élargissement *et* l’encadrement juridique et politique des libertés politiques (droits électoraux, de réunion et d’expression, de la presse, des associations, des partis et syndicats, des manifestations...).

Ce processus socio-historique ni linéaire, ni irréversible, spécialise et autonomise un champ du pouvoir dans nos sociétés capitalistes régies, comme le nom l’indique, par un processus d’accumulation croissante des ressources de tous ordres au profit d’une élite et au détriment de tous les autres. Au sein de ce champ du pouvoir, le champ politique exerce une emprise plus ou moins étendue et profonde sur l’ensemble de la société. Mais, dans nos dominations légales à prétention rationnelle, le champ politique ne peut pourtant se désencastrer tout à fait du social. En conséquence, l’analogie, parfois réalisée, avec le champ religieux ou celui artistique rencontre vite ses limites³. D’une part, les droits politiques et tout particulièrement l’élection libre à périodicité fixe et la liberté d’expression, aussi longtemps qu’elles sont effectives dans un état de droit, rendent les partis et professionnels de la politique toujours dépendant du « tribunal de l’opinion publique » ou plus exactement des « espaces publics », au pluriel depuis la salutaire critique féministe du modèle phallogocentrique d’Habermas⁴ ; la seule contrainte de la réélection oblige donc les professionnels de la politique à entretenir et si possible à élargir leurs électorats putatifs au travers des professionnels des médias et de toutes sortes de réseaux et mouvements sociaux⁵. D’autre part, le champ politique s’inscrit dans un champ du pouvoir contraignant et évolutif, même si désormais les instruments de l’action politique dont les monopoles fiscal, de production du droit national et coercitif tendent à s’imposer à tou.te.s et y compris aux chefs religieux ou économiques. Au sein du champ du pouvoir, la politique « professionnelle » se caractérise également par son *illusio*, un sens du jeu et des enjeux politiques essentiels, un sens de l’honneur relativement spécifique (préservation des intérêts indigènes mais encore sens de l’Etat, de l’intérêt général, de la République, « une certaine idée de la France », etc.) parce que produit et vecteur de l’autonomisation des champs politique et administratif.

L’indifférence aux différences sociales caractérise toujours les travaux trop exclusivement interactionnistes, qui, par exemple, placent en équivalence des mobilisations aussi dissemblables que *Sauvons la recherche* et une lutte ouvrière pour sauver une usine sans

Temporalités et échelles » dans Fillieule (O.) et alii, *Sociologie plurielle des comportements politiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017. Je renvoie aux bibliographies très complètes de ces deux synthèses productives et privilégiée donc dans cette contribution d’autres travaux marquants.

³ Mathieu (L.), *L’espace des mouvements sociaux*, Bellecombe-en-bauges, Editions du croquant, 2012 ; Lagroye (J.), *La vérité dans l’Eglise catholique : contestations et restaurations d’un régime d’autorité*, Paris, Belin, 2006.

⁴ Habermas (J.), *L’espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1988 ; Fraser (N.), « Rethinking the public sphere: A contribution to the critique of actually existing democracy ». *Social text*, 1990, 25/26, 56-80 ; Calhoun (C.), *Habermas and the public sphere*, Cambridge and London : MIT Press, 1992 ; François (B.) et Neveu (E.), dirs, *Espaces publics mosaïques*, Rennes, PUR, 1999.

⁵ Tous les professionnels et partis politiques entretiennent et certifient ainsi, depuis la IIIe république, toutes sortes d’associations et mouvements para-politiques, d’intérêts publics, religieux ou autres, du local au national voire à l’international, qui constituent d’ailleurs sans doute une autre filière du recrutement politique, en sus des trois repérées par D. Gaxie (locale, partisane, cabinet ministériel) : « Les logiques du recrutement politique », *Revue française de science politique*, 1980, p. 5-45.

se soucier des appartenances sociales des individus et collectifs concernés⁶. Or les différences apparaissent nombreuses : formations discursives, champ du pensable et du possible, types et niveaux de ressources, de répertoires d'actions mais encore – E.-P. Thompson y insiste – les stigmatisations et toutes les autres formes de répressions qui s'exercent sur l'expression politique « ordinaire » des classes populaires ont toujours été sans commune mesure avec celles réservées aux privilégiés. La théorie des champs assume au contraire l'existence de hiérarchies sociales : les chances de puissances sociales (pour reprendre le vocabulaire weberien) de ceux qui appartiennent au champ du pouvoir sont sans commune mesure avec l'*agency* des membres des classes populaires. Si politique des classes populaires il y a, « elle est façonnée par la nécessité, jusque dans la forme de sa révolte contre la nécessité »⁷. Si capacité d'agir il y a, elle est précisément fonction de l'appartenance de classe : potentiellement supérieure pour les classes supérieures, plutôt moyenne pour les classes moyennes, sans doute modeste pour les classes populaires, faute notamment des ressources *idoines* ; ce qui ne signifie évidemment pas absence de ressources. Les relations d'échanges entre politisations populaire et légitime prennent donc des formes différentes selon les niveaux sociaux de référence, selon les classes sociales ; les phénomènes de politisations ordinaires s'effectuent fort distinctement entre hier et aujourd'hui, ici et ailleurs, dans les milieux populaires et dans la classe dirigeante. Toutefois, les membres des classes populaires européennes et étatsuniennes d'aujourd'hui ne sont pas des Nambikwaras, pas plus qu'ils ne sont assimilables aux sans-culottes révolutionnaires : les dernières générations de Français.es, de toutes classes sociales, ont par exemple partagé l'école primaire, le collège et même le lycée⁸, mais aussi la radio, la télévision, et autres sites internet... En conséquence, l'éducation civique, la nationalisation des consciences, l'individuation voire la psychologisation, la sécularisation des habitus ont fait leur oeuvre ; les classes populaires ont par ailleurs pu bénéficier au XXe siècle – et bénéficie toujours localement ou dans certains secteurs d'activité – d'une politique légitime plus ou moins influente, ne serait-ce que *via* le socialisme municipal, la CGT et le parti communiste⁹ de même que d'autres (et parfois les mêmes) rejoignent aujourd'hui les discours et rangs d'un parti d'extrême droite légitimiste.

Le champ politique est partie intégrante du champ du pouvoir¹⁰ : au XXIe siècle, la régulation post-fordiste des capitalismes reconfigure les frontières et hiérarchies à l'intérieur des champs des pouvoirs nationaux au détriment de l'autonomie (qui est plus que la capacité d'agir) des professionnels de la politique, particulièrement dans les Etats les plus dépendants des principaux investisseurs étrangers, au premier rang desquels se situe désormais la France. Il en résulte un processus de dé-démocratisation, au sens de Charles Tilly, par la fermeture oligarchique du champ politique national lui-même toujours plus subordonné aux pressions et intérêts du pôle dominant du champ économique (multinationales étrangères, banques, assurances, fonds de pensions...) qui poursuit sa mondialisation en se financiarisant et en se standardisant¹¹. Se pose à nouveau frais la question existentielle pour la discipline « science

⁶ L. Mathieu note ce regroupement dans la même catégorie politologique des « groupes d'intérêts » (ou « groupes de pressions »), de mobilisations ouvrières et du lobbying, dans *La démocratie protestataire*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 148. Plus loin, il livre l'exemple justifié de la thèse plus politique que politologique du livre *La contre-démocratie* de P. Rosanvallon (Seuil, 2006).

⁷ Bourdieu (P.), *La distinction*, Paris, Minuit, 1980, p. 434. Autrement dit par R. Williams « *The existence of the possibility of opposition, and its articulation, is degree of openness and so on, again depends on very precise social and political forces* », dans *Culture and materialism. Selected Essays*, London : Verso, 2005 (1980), p. 41.

⁸ Certes très différemment selon les appartenances de classe et de genre : Kergoat (D.), *Se battre, disent-elles*, Paris, La dispute, 2012 (recueil d'articles). Lahire (B.), *Tableaux de familles*, Paris, EHESS-Seuil-Gallimard, 1995. Beaud (S.) et Pialoux (M.), *Retour sur la condition ouvrière*, Fayard, 1999.

⁹ Pudal (B.), *Un monde défait*, Bellecombès-en-Bauges, Ed. du Croquant, 2009. Au terme d'un processus de sélection plus ouvertement « démocratique » et d'une formation dont B. Pudal rappelle les contraintes disciplinaires, des représentants des classes populaires ont pu participer de manière décisive au champ du pouvoir, comme ce fut (exceptionnellement) le cas dans plusieurs pays d'Amérique latine ou dans l'immédiat après-guerre en France.

¹⁰ Denord, F., Lagneau-Ymonet, P. et Thine, S., « Le champ du pouvoir en France », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 190, p. 24-57 et l'ensemble de ce numéro.

¹¹ La sociologie politique française gagnerait à répondre aux sollicitations des économistes de l'école de la régulation : Boyer (R.), « L'anthropologie économique de Pierre Bourdieu », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 150, 2003, p. 65-78. Notamment : Winters (J.), *Oligarchy*, New York : Cambridge University Press, 2011 ; Tilly (C.), *Democracy*, New York : Cambridge University Press, 2007 ; C.

politique » du « repérage du politique »¹². La plus ou moins grande distance des individus et collectifs au champ politique (gouvernement, partis, journaux, droit, élections, éducation civique...) permet de caractériser, sur un continuum des politisations, les types de relations d'échanges avec le champ politique, depuis l'échange rapproché des plus hauts responsables économiques jusqu'à la politique la plus éloignée, ailleurs et autrement, de certains activistes des classes moyennes et populaires en passant par la bonne volonté légitimiste du plus grand nombre.

De la politisation aux politisations

Politiser c'est généraliser¹³. Dépolitiser c'est minimiser, minorer. Légitimation de la cause et de son collectif oblige, la politisation implique une désingularisation, une montée en généralité et en générosité jusqu'à l'intérêt général¹⁴. La politisation ennoblit. Défendre un intérêt individuel, particulier ou corporatiste, ce n'est pas, par définition, politiser ; raison pour laquelle les adversaires de la cause (et du collectif qui la porte) la redimensionneront toujours en la rabaisant comme intéressée, corporatiste, communautariste, égoïste, etc. Pour M. Dobry et J. Lagroye, la politisation transcende, déssectorise et transgresse les espaces sociaux établis puis redéfinit et peut ainsi surdéterminer les autres identifications¹⁵. Il n'y a plus ni bretons, ni parisiens, ni hommes, ni femmes, ni paysans, ni bourgeois, ni catholiques, ni juifs, ni blancs, ni non-blancs mais des citoyen.ne.s, en tous cas des « semblables » sur le territoire conquis ou à (re-)conquérir. L'anthropologie politique pose une définition idéale du politique proche de cette idée d'une force unifiante des groupes humains. Mais on sait que dans les sociétés à solidarités plus mécaniques, les organisations ou subversions « politiques » se distinguent malaisément de celles « territoriales (localisées) », « familiales » ou « religieuses » (Mauss utilisait d'ailleurs un oxymore : « organisations politico-domestiques »). Pour préciser ce que pourrait être le/la politique, les politistes ont su intégrer les débats des historiens¹⁶ mais plus rarement ceux des anthropologues ; or l'idée même d'une anthropologie politique a pu apparaître dans cette discipline incongrue¹⁷. On retrouve les termes de ces débats en sociologie politique, où l'on tend, selon les présuppositions normatives du (ou de la) politiste lui- ou elle-même, à faire primer l'un ou l'autre des deux termes de la raison sociale de la discipline, le social (« sociologie ») chez les un.e.s contre le ou la « politique », chez les autres plus conservateurs. Il s'agit là d'un autre obstacle épistémologique : pour se départir tout à fait de l'axiologiquement neutre, il faudrait assumer de manière plus réflexive nos propres socialisations et orientations politiques (par ailleurs évolutives) dans la filiation reconnaissante du radical E.-P. Thompson ou de l'anarchiste J. Scott ; mais au contraire de ces pionniers, ceux qui font profession d'étudier le/la politique ne se situent pas, politiquement ou

Tilly, qui mobilise le concept « (dé-)démocratisation » selon la capacité d'agir des gouvernements en tenant compte des résistances populaires mais qui n'inscrit certes pas sa démonstration dans les configurations du champ du pouvoir, ni ne considère suffisamment l'incidence des organisations économiques mondialisées. Fligstein (N.) et McAdam (D.) s'éloignent également d'une véritable sociologie politique du capitalisme par un usage trop lâche de la théorie des champs : *A Theory of Fields*, Oxford: Oxford University Press, 2012.

¹² Leca (J.), « Le repérage du politique », *Projet*, 71, 1973, p. 11-24

¹³ Les passages suivants reprennent en les actualisant une communication « Peut-on penser la politique sans penser politiquement ? » à l'occasion d'une journée d'étude du LaSSP « Entreprises politiques en chantier » à Toulouse, le 28 novembre 2003.

¹⁴ Boltanski (L.) avec Darré (Y.) et Schiltz (M.-A.), « La dénonciation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 51, 1984, p. 3-40. Ce texte devenu classique en France cite en tout premier lieu E.-P. Thompson (alors invité au séminaire de P. Bourdieu à l'EHESS), puis R. Koselleck et W. Gamson, *The Strategy of Protest*, Homewood : The Dorsey Press, 1975.

¹⁵ Dobry (M.), *Sociologie des crises politiques*, Paris, PFNSP, 1986. En particulier : Lagroye (J.), « La légitimation » dans Grawitz (M.) et Leca (J.), *Traité de science Politique*, tome 1, PUF, 1985, p. 395-46 et depuis son introduction à Lagroye (J.), dir., *La politisation*, Paris, Belin, 2003. Egalement : Ait-Aoudia (M.), Bennani-Chraïbi (M.), Contamin (J.-G.), « Contribution à une histoire sociale de la conception lagroyenne de la politisation », *Critique internationale*, 2010/3 (n° 48), p. 207-220

¹⁶ Lacroix (B.), « Ordre social et ordre politique » dans Grawitz (M.) et Leca (J.), dirs, *Traité de science politique*, tome 1, Paris, PUF, 1985, p. 469-565.

¹⁷ Voir par exemple la préface de L. Dumont qui dénonce les relectures ethnocentriques inversant la démonstration d'Evans-Pritchard en faisant primer un improbable domaine du politique dans les sociétés de l'anarchie ordonnée : « le problème se manifeste indirectement dans la difficulté de la définition du domaine, dans l'impossibilité – à ce jour – d'un accord entre spécialistes sur la définition des phénomènes politiques en général. Les adeptes de ce mode de considération postulent en somme que, puisque nous avons du politique, toutes les sociétés doivent en avoir (...) la perspective véritablement structurale n'a que faire d'une surestimation du politique » dans Evans-Pritchard (E. E.), *Les Nuers. Descriptions des modes de vie et institutions politique d'un peuple nilote*, Paris, Gallimard, 1969, p. XII et XVIII.

intellectuellement parlant, hors champ politique et dès lors, il leur est d'autant plus difficile de penser leurs impensés ; cette condition est pourtant nécessaire - bien que non suffisante – pour un meilleur contrôle, en professionnels des sciences sociales du politique, de nos passions et intérêts politiques. Car il n'y a pas d'accord entre nous sur ce qu'est la politique, le peuple, l'opinion publique, la « démocratie » ou ce qu'elle devrait être : libérale, féministe, capitaliste, participative, marxiste humaniste, éco-socialiste... Comme les historiens (malgré la belle tentative de l'égo-histoire), on préfère rejouer les fausses oppositions académiques binaires du *bottom-up* et du *top-down*, du micro et du macro, du nomothétique et de l'idiographique, des circonstances et des intentions, de l'objectivisme et du subjectivisme qu'il s'agit pourtant de dépasser¹⁸. Mais rien n'avance sans les historiens¹⁹ et comparer l'incomparable s'avère non seulement possible mais indispensable pour fertiliser l'imagination sociologique, valider des hypothèses et... souligner les différences²⁰. On ne saurait donc sacrifier à l'anachronisme, ce « péché des péchés » disait L. Febvre²¹, en niant la division historique du travail de domination qui s'est opérée dans nos sociétés où l'Etat gouverne désormais à distance et toujours plus profondément, précisément ou finement plusieurs millions, dizaines et parfois désormais centaines de millions d'individus, grâce aux technologies de gouvernement à distance.

Dans la lutte symbolique pour le cadrage politique de l'entrepreneur de cause (du singulier au général et du normal au pathologique), les médias ont joué et jouent toujours un rôle croissant pour la constitution du champ politique au sein du champ du pouvoir. Mais une confusion originelle et entretenue dans la littérature politologique autour de la fonction d'agenda et de cadrage, assimile indument les trois niveaux d'incidence politique : débats, décisions et fonctions politiques. Dès lors, tout se passe comme si l'idéal démocratique était d'ores et déjà réalisé, comme si l'octroi de la liberté d'expression suffisait à garantir l'avènement de l'intérêt général ou le bien commun, par le jeu libéral de la libre concurrence des idées. Or dans nos sociétés capitalistes, non seulement l'accès aux tribunes médiatiques influentes reste en temps ordinaires strictement réservé à quelques porte-paroles politiques issus des entreprises politiques dominantes²² mais de surcroît les (re-)cadrages dominants s'imposent à qui perturbe les consensus fédérateurs du champ politique²³. Par ailleurs, bon nombre des *décisions* politiques ne font évidemment l'objet d'aucun *débat* public, d'aucune validation ou contrôle populaires (du fait du lobbying, de l'accès direct de certains dignitaires du champ du pouvoir aux plus hautes fonctions et décisions politiques - ventes d'armes, par exemple) tandis que nombre de politiques publiques possiblement consensuelles au terme d'un véritable débat public n'aboutissent jamais à des décisions politiques (on sait par exemple qu'en France, le rejet populaire par référendum du Traité Constitutionnel Européen en 2005 n'a pas empêché sa réintroduction par la « représentation » nationale). Pour ce qui concerne les dominations légales-rationnelles, l'Etat, banque centrale du capital symbolique disait Bourdieu, tend à disposer en dernier ressort, du droit à définir l'intérêt général, du droit au Droit qui conditionne la réquisition des forces répressives au profit notamment de la préservation des intérêts économiques de tous types. Dès lors, la politique qu'elle soit discrète, symbolique, larvée ou

¹⁸ Revel (J.), dir., *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Hautes-Etudes- Seuil- Gallimard, 1997.

¹⁹ Comme l'écrit joliment M. Offerlé, « il n'est de bonne sociologie qu'adossée fortement à un usage de l'histoire et du travail historique qui ne soit pas purement cosmétique ou instrumental (rappel chronologique, généalogie approximative, invocation de la tradition, prurit mémoriel) » dans Fillieule (O.), Agrikoliansky (E.) et Sommier (I.), dirs, *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La découverte, 2010. p. 266.

²⁰ Detienne (M.), *Comparer l'incomparable*, Seuil, 2000.

²¹ Febvre (L.), *Rabelais ou le problème de l'incroyance au XVIe siècle*, Paris, Albin Michel, 1968 (1942), p. 15.

²² J. Habermas annonce une « réfœdualisation de l'espace public » dans la préface inédite de la dernière édition (1988) de *L'espace public*. Darras (E.), « Le pouvoir « médiocratique » ? Les logiques du recrutement des invités politiques à la télévision », *Politix*, 30, 1995, p. 183-198.

²³ Les conditions du succès médiatique dépendent d'abord de la configuration du champ politique et ensuite de diverses formes d'affinités réelles ou supposées) des habitus entre entrepreneurs de cause et professionnels des médias : Gusfield (J. R.), *Symbolic Crusade. Status Politics and the American Temperance Movement*, Chicago: University of Illinois Press, 1986 (1963). Gitlin (T.), *The Whole World is Watching*, Berkeley : Berkeley University Press, 1988 ; Champagne (P.), *Faire l'opinion*, Paris, Minuit, 1990.

armée, reste une lutte pour la (re-)définition de l'intérêt général qui doit toujours faire avec l'Etat et ses agents mandatés (professionnels de la politique, mais aussi hauts-fonctionnaires, policiers, juges, universitaires...). Dans nos sociétés contemporaines, politiser c'est toujours, peu ou prou, prétendre défendre un « intérêt général » avec, contre ou aux côtés de l'Etat. L'idéal de Justice en milieu populaire s'exprime toutefois sans le droit, sans les mots politiques, ou *a fortiori* politologiques, pour le dire. Il s'entretient par d'autres espaces publics que celui du règne de la critique normale habermassienne, par l'édification des héros ou bandits populaires (de Mandrin à Lumumba en passant par Moïse, Jeanne d'Arc ou Robin des bois)²⁴, par des « contre-cultures » relativement autonomes²⁵ dont des chants et styles de vie populaires (« get up, stand up, stand up for your rights ! » ; « tu bosses toute ta vie pour payer ta pierre tombale »...), des rumeurs, libelles et autres publications révélant les « affaires », dont des images satiriques ou pornographiques mettant en scène les puissants²⁶ et que l'on redécouvre (mais autrement) aujourd'hui sur les réseaux électroniques ou sur des gilets jaunes, mais encore par les conversations à partir des émotions générées par télévision et autres médias populaires²⁷, des raccourcis de jugement (« la terre appartient à ceux qui la travaillent »), des proverbes (« à malin, malin et demi ») et autres réminiscences bibliques²⁸ (« aide-toi et le ciel t'aidera ») que la science politique française a trop longtemps ignorées. Ces (re-)découvertes doivent surtout à l'introduction tardive en sociologie politique de nouvelles méthodes d'investigation : l'attention à l'indice ou au non-dit de l'archive, la réflexivité, l'ethnographie et l'entretien collectif ; ou plus exactement grâce à l'approfondissement bienvenu de ces techniques d'enquêtes : en s'intéressant aux archives ordinaires et en fouillant autrement l'archive, en passant de la neutralité axiologique à l'auto-socio-analyse productive, de l'observation à l'immersion, de l'entretien individuel à ceux collectifs, répétés, informels, disputés, etc.

Politiser c'est défataliser. Dépolitiser c'est essentialiser. Face à Dieu ou à la Nature (la génétique ou la main invisible du marché et autres essentialisations réussies), les humains ne peuvent que se résigner ou prier. Seule l'inégalité redéfinit comme *sociale*, c'est-à-dire historiquement constituée, devient politisable. La politisation fait apparaître les causes *sociales* puis *remédiables* de l'inégalité devenant injustice. Pour élargir le champ du pensable politiquement, la politisation transfigure l'inégalité, déjà visible par tou.te.s ou presque, en oppression et en injustice remédiable : *There is an alternative*. De ce point de vue, la substitution du concept plus dynamique (et donc plus fidèle à la réalité changeante du social) de « politisation » à celui réifiant de « politique » supporte efficacement la perspective sociologique qui reste, par définition, anti-essentialiste ; il en va ainsi m'expliquait J. Lagroye, de ces concepts auxquels on fait bénéficier de la grâce du suffixe (-tion) : identification plutôt qu'identité, légitimation plutôt que légitimité...²⁹ Dans la perspective structuralo-constructiviste de la théorie des champs, on y adjoint le préfixe (dé-) pour « processus de (dé-)politisation » : on rappelle ainsi que les acteurs et institutions dominantes, au premier rang

²⁴ Hobsbawm (E.), *Les bandits*, Paris, F. Maspero, 1972 (1969) ; Thompson (E.-P.), *Whigs and Hunters*, London : Breviary Stuff, 1977. De nos jours, il peut encore s'agir de Mandrin ou Mesrine chantés par les groupes de rock « dur » Ange ou Trust ou de références à « Robin des bois » repérées par exemple par S. Bérout, « Les opérations « Robin des bois » au sein de la CGT Énergie: Quand la cause des chômeurs et des « sans » contribue à la redéfinition de l'action syndicale », *Revue française de science politique*, 59, 2009, 97-119.

²⁵ Hall (S.) et Jefferson (T.), Eds, *Resistance through Rituals. Youth subcultures in post-war Britain*, New York : Routledge, 1993 (CCCS 1975). Dans cet ouvrage classique, les auteurs distinguent (sans doute trop caricaturalement) les « sub-cultures » propres aux classes populaires et les « contre-cultures » des classes moyennes.

²⁶ Darnton (R.), *Bohème littéraire et révolutions*, Paris, EHESS-Gallimard-Seuil, 1983. Chartier (R.), *Les origines culturelles de la révolution Française*, Seuil, 1990.

²⁷ Charpentier (I.), « La politisation des émotions » dans CURAPP, *La politique ailleurs*, Paris, PUF, 1998 et l'ensemble de l'ouvrage pour des études de cas tentant d'actualiser ces découvertes des historiens et du *Center for Contemporary Cultural Studies* de Birmingham : actualité de l'action directe, de la rumeur, de l'ironie, des arts populaires, etc.

²⁸ Masclat (O.), *L'invité permanent. La réception de la télévision dans les familles populaires*, Paris, Armand Colin, 2017. Egalement : Morley (D.), *Television, Audiences and Cultural Studies*, London and New York : Routledge, 2003 ; Gamson (W. A.), *Talking Politics*, New York : Cambridge University Press, 1992. Skeggs (B.) and Wood (H.), eds, *Reality Television and Class*, London : Palgrave, 2011.

²⁹ Ces réflexions doivent tout à une discussion avec J. Lagroye et en l'occurrence je ne suis pas sûr qu'il ait détaillé ça quelque part. Voir toutefois ses articles précités.

desquelles la Langue³⁰, participent au processus, *nolens volens*, et plutôt en dépolitisant puisqu'elles ont grandement intérêt au maintien de l'ordre donc des définitions officielles et des hiérarchies existantes ; au sein de cette lutte symbolique pour la définition du politique, les acteurs et institutions parties prenantes sont évidemment inégalement intéressées et puissantes.

Les *dalits* acceptent subjectivement plus aisément leur place objective au contrebas de la hiérarchie védique aussi longtemps qu'ils croient dans le bien fondé des Védas et du choix des Dieux les concernant avec l'espoir d'une amélioration pour leurs descendants³¹ ; une épouse accepte d'autant mieux son propre surtravail qu'elle juge naturelle la division pourtant inéquitable du travail domestique ; le travailleur pauvre d'une société capitaliste peut sincèrement croire qu'il est néanmoins à sa place parce qu'il n'a pas su réussir à l'école, etc. Dans une perspective weberienne la domination est toujours affaire de *croyances*³². D'où la force des attractions historiques entre la sociologie qui dévoile l'essentialisme et le socialisme qui agit politiquement (non sans malentendus... des origines à nos jours). D'où sans doute aussi la force des liens historiques et sociaux entre les forces politiques conservatrices et l'expertise ou les sciences appliquées qui ne questionnent pas le système mais pose leurs questions à l'intérieur des cadres de l'entendement c'est-à-dire à l'intérieur du système (au contraire de la recherche fondamentale) : médecine, droit, psychologie, science politique ou économie *orthodoxes* qui individualisent et naturalisent³³. Mais les sociétés humaines n'ont bien sûr pas attendu la sociologie politique pour réinterpréter leurs Dieux (en tuant leurs interprètes autorisés plutôt que Dieu lui-même, sauf pour notre infime minorité d'occidentaux prétendument « rationnels » pour qui Dieu est mort mais c'est aussi une histoire récente), pour comprendre la dimension arbitraire, c'est-à-dire purement historique, de l'injustice et pour changer leurs mondes. Il arrive, notait Marx à propos de la loi des 10 heures de travail quotidien en 1847, que contrainte et forcée « l'économie politique de la grande bourgeoisie recule devant l'économie politique de la classe ouvrière »³⁴. Les lectures dominantes, tant celles conservatrices et libérales que celles marxistes puis néo-marxistes, ont pourtant refusé jusqu'à E.-P. Thompson (et bien après lui...) aux contestations populaires, l'émeute y compris, toute autonomie contre-culturelle ou toute dignité « politique », faute pour les néo-marxistes de trouver chez les « émeutiers » l'idéologie, l'organisation et les mots officiels désignant l'oppression de classe³⁵. Or l'émeute peut précisément être un autre mode d'expression stratégique pour ceux que l'on n'écoute pas, pour reprendre la formule de Martin Luther King ; or, elle n'est en rien éruptive puisqu'elle libère, en épiphénomène révélateur, des colères sédimentées ; or, la

³⁰ Bavures plutôt que crimes policiers, niches fiscales mais gouffre de la sécurité sociale, américains en lieu et place d'étatsuniens, entrepreneurs plutôt que patrons, prise en otage des Français lors des grèves du service public, frappes chirurgicales, jungle de Calais, black-blanc-beurs, etc. Des mots surchargés et sans rapport réaliste avec les choses qu'ils sont supposés décrire mais qui demeurent pourtant rarement interrogés. Ce pouvoir de nommer, de s'auto-désigner et de désigner les autres dont les ennemis avec succès est lui-même très inégalement réparti : Bourdieu (P.), *Ce que parler veut dire*, Paris, Fayard, 1982.

³¹ Weber (M.), *Hindouisme et bouddhisme*, Paris, Flammarion, 2006. Dumont (L.), *Homo hierarchicus*, Paris, Gallimard, 1966. Mais C. Jaffrelot montre finement ce paradoxe par lequel la démocratisation s'opère désormais par la caste : *Inde. La démocratie par la caste*, Fayard, 2005. Naudet (Jules), *Entrer dans l'élite. Parcours de réussite en France, aux Etats-Unis et en Inde*, PUF, 2012.

³² dont de nos jours cette *foi* dans la régulation *naturelle* par le Marché des élites convertis qu'évoquait déjà K. Polanyi, *La grande transformation*, Paris, Gallimard, 1983 (1944). Mais il y a aussi, chez d'autres, la foi et le culte du prolétariat, « moteur de l'histoire », juste ou égalitariste par *nature* ou *fatum* ou révélé par la violence révolutionnaire...

³³ Mais s'il subsiste des effets de discipline académique (inséparables d'une affinité de l'habitus du futur politiste avec les évolutions réelles ou espérées de l'institution disciplinaire : on ne choisit pas à la fin du XXe s. de consacrer sa vie professionnelle à la science politique plutôt qu'à la sociologie ou au droit par hasard), l'*orthodoxie*, comme schème souvent caractéristique des intellectuels organiques en déclin (tant conservateurs qu'ultra-libéraux ou prétendument révolutionnaires) se forge et s'entretient différemment dans chacune des disciplines (sciences économiques y compris).

³⁴ Cité par E.-P. Thompson, *La formation...*, p. 727.

³⁵ « L'émeute frumentaire de l'Angleterre du XVIIIe siècle était une forme d'action populaire directe très complexe, disciplinée et ayant des objectifs précis » écrit E.-P. Thompson pour qui toutefois l'économie morale de la foule est morte avec la généralisation du salariat, il s'agit donc à nouveau de raisonner par analogie prudente : « L'économie morale de la foule dans l'Angleterre du XVIIIe siècle », dans Bertrand (V.) et alii, *La guerre du blé au XVIIIe siècle : la critique populaire contre le libéralisme économique*, Paris, Editions de la Passion, p. 31-91, p. 33.

révolte, du fait même des forces répressives, doit souvent être longuement préméditée³⁶ ; or, les armes des faibles s'avèrent parfois très efficaces³⁷ en restaurant la dignité comme par leurs effets prophylactiques mais aussi pour l'obtention de revendications ponctuelles (mutations de policiers racistes...) ou structurantes (politiques de la ville) ; or, le sens de la Justice passe en milieu populaire par une nouvelle « économie morale », ce contrat social égalitariste, républicain et patriotique, par lequel les « gros », les « patrons », les « chefs » doivent se comporter moralement (« ce qui est bien est bien et ce qui est mal est mal »), respecter les « sans-grades », les salariés et leurs familles, les « pauvres » comme ils doivent se respecter eux-mêmes (en ne cherchant pas à s'enrichir au détriment de la communauté : « il y a des choses qui ne se font pas »³⁸) ; or, une conscientisation de la domination s'effectue par les contre-cultures populaires, on l'a vu, mais encore sans verbalisation par l'expérience vécue, par l'ethos (de classe, de fraction de classe, de genre, d'autochtonie...), par l'habitus et sa raison pratique³⁹. Par ailleurs, dans les classes populaires on sait mieux qu'ailleurs qu'il s'impose des contraintes structurales difficilement négociables, il faut donc « faire avec » sauf opportunité historique que les plus opprimé.e.s laissent rarement passer, pour agir à leur tour « *by any means necessary* » (pour reprendre l'expression que Malcom X aurait empruntée à Jean-Paul Sartre). Pour Bourdieu, dans les années 1970, un « travail de politisation » cherche à « faire surgir [les solidarités réputées objectives, la classe] à la conscience des agents »⁴⁰. C'est le dépassement d'une « infra-politique » « en soi » devenant politique « pour soi ». Cette conception (tant marxiste que weberienne avant d'être léniniste) de la politisation a depuis longtemps montré sa fécondité heuristique et demeure indispensable. Mais sous réserve de rappeler qu'il subsiste plusieurs voies de politisations, au pluriel. Réduire la politisation à l'intellection purement intellectuelle des rapports des classes (en occultant de surcroît les autres identifications liées de genre, de génération, d'autochtonie dont la valence varie de surcroît *hic et nunc*...), confère par ailleurs un rôle politique décisif improbable à l'intellectuel-accoucheur-du-politique socratique qui ouvrirait les yeux du peuple, qui devrait faire advenir la conscience politique, idéologique, de classe, de genre et désormais de race. Or à Birmingham, les fondateurs du *Center for Contemporary Cultural Studies* ont montré depuis plus d'un demi-siècle que les ouvriers sont bel et bien les principaux sujets de leur histoire, les promoteurs de leur conscience de classe mais par d'autres voies que celles de la politique légitime : « Pour comprendre le changement historique, selon E.-P. Thompson, il faut se pencher sur les minorités organisées. Or, ces minorités se constituent comme telles à partir d'une majorité moins organisée dont on peut dire que la conscience est alors infrapolitique et faite de superstition, d'irreligion passive, de préjugés et de patriotisme »⁴¹. Il faut en effet rompre avec nos propres préjugés racistes de classe, toujours présents chez les intellectuels de gauche et d'extrême-gauche, pour faire advenir une sociologie véritablement compréhensive qui assume d'autres voies de politisations.

³⁶ Voir en particulier l'histoire renouvelée de l'esclavage : Helg (A.), *Plus jamais esclaves ! De l'insoumission à la révolte. Le grand récit d'une émancipation*, Paris, La découverte, 2016.

³⁷ Ainsi des « petites » actions de la « petite » Thérèse Martin qui va pourtant littéralement révolutionner l'Eglise catholique romaine... Voir pour une remarquable étude de cas sociologique et psychanalytique d'un renversement du stigmate : Maître (J.), *L'orpheline de la Bérésina. Thérèse de Lisieux*, Paris, Cerf, 1995.

³⁸ Autrement dit par R. Hoggart à la suite d'E.-P. Thompson, « dans les questions importantes et en cas de besoin, ils [les membres des classes populaires] seront toujours capables de « démêler le bien du mal » » : *La culture du pauvre*, Paris, Minuit, p. 336.

³⁹ Bourdieu (P.), *L'esquisse d'une théorie de la pratique*, Paris, Minuit, 1972. Une référence explicitement incontournable pour les travaux qui suivront sur les contre-cultures, la *micro-storia*, l'*Eigensinn* ou l'infrapolitique, de l'école de Birmingham selon D. Morley, C. Ginsburg, A. Lüdtke ou J. Scott (discussions avec l'auteur) tout comme pour M. de Certeau, J. Butler, E.-P. Thompson et bien d'autres. Mais c'est d'emblée dans *Le déracinement* co-écrit avec A. Sayad, ainsi que dans *Travail et travailleurs en Algérie* co-écrit cette même année 1964 avec A. Darbel, J.-P. Rivet et C. Seibel que se repère la mobilisation pratique des « paysans sans terre » qui ne peuvent s'exprimer politiquement sans risquer la répression immédiate des colons, de l'armée française puis de l'Etat algérien « socialiste autoritaire » et « usent [en retour] des armes traditionnelles du sous-prolétaire, la ruse et même la fraude » : Bourdieu (P.) et Sayad (A.), *Le déracinement*, Paris, Minuit, 1964, p. 174.

⁴⁰ Bourdieu (P.), *Le sens pratique*, Paris, Minuit, 1980, p. 238.

⁴¹ Thompson (E.-P.), *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Seuil, 2012 (1963), p. 70. En France, G. Noiriel mobilise E.-P. Thompson pour comprendre la politisation – qui s'effectue aussi hors partis politiques et syndicats – d'une « culture ouvrière » dans *Les ouvriers dans la société française. XIXe-XXe*, Paris, Seuil, 1986.

Politiser c'est accuser, désigner l'ennemi principal. Dépolitiser c'est pacifier. Entretenir la figure Schmittienne de l'Ennemi, de l'autre signifiant (la classe oisive, la perfide Albion, le péril rouge, jaune, noir...) a l'immense mérite de cristalliser la communauté imaginée⁴² dans les périodes de crises ou de conjonctures fluides qui reconfigurent les identifications⁴³.

On peut dire l'injustice, être convaincu que l'intérêt général n'est en réalité pas réalisé, qu'un monde meilleur est possible, qu'une réparation est souhaitable (*Claiming*), reconnaître un agresseur collectif (*Blaming*) et pourtant ne pas pouvoir, ni même vouloir agir. Obéir n'est évidemment pas consentir, se résigner n'est pas, par définition, accepter la domination. Le travail de politisation convainc aussi de la *capacité d'agir*.

Politiser c'est donc encore habiliter. Dépolitiser c'est décourager. Si les institutions dominantes travaillent à restreindre la définition du politique à leur avantage, elles cherchent encore, sauf conjoncture historique particulière, à décourager toute capacité d'agir ou *agency* dans les termes spinozistes qu'E.-P. Thompson rapprochait lui-même de l'*habitus* chez Bourdieu. Science des inconscients, la sociologie politique ne se contente pas d'étudier l'orientation des représentations et comportements politiques, elle doit rendre compte des dispositions (ou non) à agir des individus et collectifs, du désir de changement et du passage à l'acte politique qui n'est en rien naturel. « Lorsqu'il y a pouvoir, il y a résistance » répétait Foucault : les processus de (dé-)politisation diffèrent d'un régime à l'autre puisqu'ils s'effectuent toujours sous la contrainte des cadres politiques pré-existants qu'il s'agit le plus souvent d'aménager faute de pouvoir en changer, en dehors des reconfigurations charismatiques. Dans les dominations les plus totales ou autoritaires (esclavagisme, dictatures militaires... travail à la chaîne), l'action politique ne peut pas se présenter comme telle et il se développe alors des mascarades, des ruses, des textes et des langues codées⁴⁴. Mais au-delà, chaque type de domination, chaque configuration des rapports de domination génère ses propres modalités d'aménagement ou de contestations de la domination plus ou moins spécifiques. Le politique par le bas s'avère inséparable de la politique d'en haut, le non conventionnel est indissociable de la politique officielle.

Toutes ces conditions sont en effet plus ou moins nécessaires à la compréhension des processus de (dé-)politisation mais elles ne peuvent suffire à caractériser des ressources, pas plus que des enjeux, des engagements ou des mobilisations « politiques » dans une perspective sociologique, c'est-à-dire méthodiquement comparative (dans le temps ou l'espace). Car dès lors comment distinguerait-on le politique du social ? Tous les phénomènes sociaux ne sont-ils pas inévitablement le lieu et l'enjeu de montées en généralité et de conflictualisations, de transfigurations de rapports de forces en rapports de sens eux-mêmes socialement déterminés ? La religion, l'amitié, le mariage ou la famille y compris ? Dans nos dominations légales-rationnelles, la politique est une catégorie réalisée⁴⁵, elle est déjà-là, objectivement et subjectivement ; elle habite donc, qu'on le veuille ou non, le.a politiste comme tou.te.s les autres citoyen.ne.s.

Le personnel est politique mais sous certaines conditions... politiques

On ne peut pas plus définir aujourd'hui le politique, ni même la politique *ex cathedra*⁴⁶ ne serait-ce que parce que tout peut être dépolitisé, y compris l'oppression sexuelle ou raciale ou

⁴² Anderson (B.), *L'imaginaire national*, Paris, La découverte, 1996.

⁴³ Dobry (M.), *Sociologie des crises politiques*, Paris, PFNSP, 1986.

⁴⁴ Scott (J.), *Domination and the Arts of Resistance: Hidden Transcripts*, New Haven: Yale University Press, 1990.

⁴⁵ A l'instar de la famille : Bourdieu (P.), « À propos de la famille comme catégorie réalisée », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 100, 1993, 32-36.

⁴⁶ Et conséquemment définir la science politique par le morceau de gâteau du réel qu'elle s'attribuerait (un objet politique préconstruit ; un improbable « domaine du politique »)

les banques centrales⁴⁷. Symétriquement, tout peut donc devenir politique, y compris le personnel ou l'intime. Il en va ainsi depuis qu'il existe des institutions politiques : Paul Veyne a pu montrer l'importance politique mais implicite des jeux du stade pour maintenir l'ordre antique⁴⁸ comme Arjun Appadurai celle de la redéfinition indigène du cricket dans la lutte indépendantiste indienne⁴⁹ ; Aristophane n'a sans doute pas inventé la grève du sexe, un répertoire d'action puisé dans l'actualité d'une époque sans féminisme. Mais sauf à prendre mes désirs politiques de sociologue féministe pour une réalité sociologique, s'il a fallu attendre plus de deux millénaires pour que ce beau mot d'ordre féministe (« *the personal is political* ») s'impose (non sans malentendus et plus ou moins effectivement et durablement) dans le débat public et au niveau de quelques décisions politiques⁵⁰, c'est bien qu'il subsiste certaines conditions et contingences socio-historiques de définition de ce qui est politique donc de ce qui ne l'est pas : un champ politique qui se transforme. L'une de ces conditions reste les progrès de l'emprise de l'Etat sur la société, dont ceux de la connaissance sociologique. Dans nos sociétés capitalistes différenciées, disons plus précisément hiérarchisées, le champ politique joue toujours inévitablement son rôle de *gate-keeper* pour introduire, récupérer, euphémiser, travestir, refuser ou réprimer telle ou telle cause ou enjeu, tel ou tel répertoire d'action, tel ou tel leader ou collectif « indépendant » (du champ politique), « ordinaire », « profane », « non conventionnel »... Dès lors, les aménagements, engagements, mobilisations ordinaires ou profanes ne sont, comme l'avait bien noté Jacques Lagroye, que possiblement politique, elles sont politisables.

Aujourd'hui comme hier, « la réalité politique n'existe pas par nature : elle est le produit d'une construction sociale et politique. Le jeu politique n'est pas réductible à la compétition pour la conquête de postes électifs ; il passe aussi par la lutte pour la définition légitime du politique, autrement dit par la compétition pour le droit de dire ce qui est politique donc ce qui ne l'est pas. La perspective constructiviste et interactionniste ne saurait pourtant - à elle seule - expliquer les mécanismes de construction de l'offre politique »⁵¹. Elle ne se conçoit plus indépendamment de celle structuraliste tenant compte, dans nos sociétés politiques européennes, des hiérarchies sociales ou rapports de forces institutionnalisés. Dans nos dominations légales à prétention rationnelle, le champ du pouvoir dont ses *professionnels* de la politique disposent du droit, de la coercition légitime et de bien d'autres moyens décisifs pour s'opposer (aux), orienter ou récupérer l'exercice (jugé par eux) illégitime de la politique⁵² et dès lors « un problème « politique reste un problème que les professionnels de la politique reconnaissent (au double sens) comme tel parce qu'il s'inscrit dans la logique de l'histoire du champ et dans leurs dispositions historiquement constituées pour et par l'appartenance au champ »⁵³. Ce qui ne réduit évidemment pas l'objet de la science politique à la politique officielle, celle des facultés de droit, bien au contraire. D'emblée, les phénomènes et institutions politiques n'en sont pas moins des faits sociaux qui s'expliquent donc d'abord par le social⁵⁴ : le vote lui-même, ou plus largement l'intérêt pour la politique, reste un fait social et il va de soi que les croyances religieuses et familiales héritées⁵⁵ assurent toujours, comme les

⁴⁷ Lebaron (F.), *La croyance économique. Les économistes entre science et politique*, Paris, Seuil, 2000.

⁴⁸ Veyne (P.), *Le pain et le cirque. Sociologie historique d'un pluralisme politique*, Paris, Seuil, 1978.

⁴⁹ Appadurai (A.), *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Paris, Payot, 2015.

⁵⁰ Récemment par exemple avec la loi diminuant le taux de TVA sur les serviettes hygiéniques, un bien de première nécessité pour toutes les femmes, et dont l'acquisition mensuelle pose plus particulièrement de redoutables difficultés aux plus modestes d'entre elles. Ces dernières n'ayant pas d'accès direct à l'espace public (la valeur médiatique étant elle-même, en temps ordinaires, dérivée de la valeur politique donc des capitaux économiques, culturels et sociaux de l'entrepreneur de cause), elles ont dû attendre la prise en charge de cette cause par des porte-paroles solidaires autrement mieux dotés ou légitimes.

⁵¹ CURAPP, *La politique ailleurs*, Paris, PUF, 1998, p. 17.

⁵² Cette proposition est fort peu originale, on la retrouve formulée autrement dans les classiques, par exemple dans l'introduction de McAdam (D.), Tarrow (S.) and Tilly (C.), *Dynamics of Contentions*, New York : Cambridge University Press, 2001.

⁵³ CURAPP, *La politique ailleurs*, op. cit., p. 15.

⁵⁴ Lacroix, « ordre politique et ordre social », op. cit.

⁵⁵ Lignier (W.) et Pagis (J.), *L'enfance de l'ordre*, Paris, Seuil, 2017.

appartenances de classe et réseaux locaux⁵⁶, les expériences vécues de l'injustice au quotidien ou les contre-cultures, un rôle central dans la socialisation politique des individus. Les processus de (dé-)politisations passent par des échanges inégaux entre politique ailleurs ou autrement et la politique institutionnelle, ce qui implique de prendre au sérieux l'autonomie culturelle mais relative de ces faits politiques à bas bruit, informels, sans en avoir l'air⁵⁷, ordinaires... ou infra-politiques⁵⁸.

L'indissociabilité mais l'iniquité des processus de politisation

Dans la perspective structuralo-constructiviste, on tente donc de contrôler son rapport à l'objet, on privilégie un cahier des charges pluriel qui mobilise aussi bien l'objectivation méthodique que l'immersion (peu compatible avec l'exigence de productivité en terme de publications) et on parie sur l'existence d'échanges inégaux entre la politique et la politique ailleurs. C'est précisément au travers de la difficile conciliation des perspectives structuraliste et constructiviste, de l'étude des échanges entre le haut et le bas, des ambiguïtés et « ambivalences des cultures dominées », de l'*Eigensinn*⁵⁹, de « l'oubli de la domination » au sens de R. Hoggart⁶⁰ (l'oubli comme produit du symbolisme populaire, l'oubli n'étant lui-même ni simple acceptation résignée, ni dénégation, ni contestation de la domination), qu'une perspective à la fois sociologique et ethnologique, articulant avec les moyens du bord et autant que faire se peut, appartenances sociales et culturelles, Ordre social ET autonomie culturelle (l'activité de symbolisation populaire, l'autonomie politique, la capacité d'agir politiquement, pour ce qui nous concerne) mais *relative* des enquêtés.e.s, que s'effectuent les progrès de connaissance sur les processus de (dé-)politisations.

Pour se départir d'une conception ethnocentrique de classe (moyenne) de la politique, celle légitimiste, celle classique apprise en classes et en particulier dans les cours et manuels d'éducation morale et civique puis de science politique, on peut distinguer aux deux pôles extrêmes du continuum des rapports à la politique, l'action directe rapprochée des plus hauts responsables de la classe dirigeante et à l'opposé, l'action directe aux frontières éloignées du champ politique de certains représentants des classes populaires.

La bonne volonté légitimiste du plus grand nombre

Bien qu'ils demeurent le plus souvent à grande distance du champ du pouvoir, le plus grand nombre des citoyen.ne.s manifeste durablement son adhésion au système politico-économique par une bonne volonté culturelle ou civique, par *Loyalty* plus ou moins active au sens d'Hirschman⁶¹. Il en va ainsi pour les membres encore stabilisées des classes populaires et moyennes et ceux des classes supérieures qui partagent toujours pour l'essentiel les valeurs fondatrices du système politique et économique de la démocratie représentative, celles scolairement acquises et familialement héritées : pour eux nous vivons dans le moins mauvais des systèmes, le vote est un devoir civique, la place de chacun dans la société est globalement justifiée, etc. Les légitimistes s'intéressent plus ou moins à l'actualité politique dont ils sont les

⁵⁶ Une sociologie des partis politiques elle-même supposait donc prendre en considération ces histoires et configurations socio-locales : Offerlé (M.), *Les partis politiques*, Paris, PUF, 1988. Sawicki (F.), *Les réseaux du parti socialiste*, Paris, Belin, 1997. Renahy (N.), « Classes populaires et capital d'autochtonie », *Regards sociologiques*, 40, 2010, p. 9-26.

⁵⁷ Le Gall (L.), Offerlé (M.) et Ploux (F.), dirs., *La politique sans en avoir l'air*, Rennes, PUR, 2012. Egalement : Arnaud (L.) et Guionnet (C.), dirs., *Les frontières du politique*, Rennes, PUR, 2005.

⁵⁸ Dans *La politique ailleurs*, le concept d'« action directe », action qui prétend passer outre les médiations des institutions et professionnels de la politique est privilégié pour ne pas employer ces termes de sous-culture, politique par le bas, proto-politique ou infra-politique en raison de leurs connotations infériorisantes et pour mieux plaider la pluralité des échelles de politisation.

⁵⁹ Voir l'ensemble du numéro « Penser les rapports de domination avec A. Lüdtké » de *Sociétés contemporaines*, 99-100, 2015.

⁶⁰ Hoggart (R.), *La culture du pauvre*, Paris, Minuit, 1991 (1957). La traduction en français a toutefois considérablement sociologisé cette œuvre majeure qui par ailleurs demeurait nostalgique et dès lors peu capable d'appréhender les transformations des cultures populaires. Un demi-siècle plus tard, l'un des derniers livres de R. Hoggart surenchérit d'ailleurs dans cette forme paradoxale de mépris (certes très courue dans les milieux de la bourgeoisie culturelle) à l'égard des cultures populaires d'aujourd'hui, notamment le rapport à la télévision (*Mass Media in a Mass Society*, London : Continuum, 2004).

⁶¹ Hirschman (A. O.), *Défection et prises de paroles, Théorie et applications*, Paris, Fayard, 1995.

spectateurs, ils votent régulièrement et expriment leurs volontés, réformatrices ou conservatrices, par les voies de la délégation politique et associative ; ils recourent donc pour l'essentiel aux répertoires d'actions politiques conventionnels : depuis la lecture et la discussion des pages politiques des journaux et/ou du journal télévisé, le vote et les partis, les dons, la pétition, la manifestation, le boycott ou le buycott, les recours aux associations, aux médias et au prétoire pour tenter de se faire entendre (*Voice*), d'infléchir la décision politique et parfois le périmètre de ce qui est défini comme politique. Certains fraudent à l'occasion avec le fisc, s'expriment sur les murs ou fument des drogues illégales plus ou moins « douces », participent à des manifestations voire à des occupations non autorisées ou soutiennent des faucheurs volontaires de maïs transgénique en faisant primer la légitimité sur la légalité : le légitimisme prend des formes et des intensités variables. Le rapport à l'autorité de la boutique se distingue notamment toujours de celui de la fonction publique⁶². Comme d'autres ont pu célébrer les contre-cultures dans les années 1970 en tant qu'avant-garde démocratique des classes moyennes⁶³, Pascal Perrineau et le CEVIPOF considèrent dans les années 1990, les sondages, les nouveaux mouvements sociaux, les dispositifs participatifs et les nouveaux médias comme favorisant l'émergence d'une démocratie plus continue, plus directe, plus ordinaire⁶⁴. Cette promotion politologique populiste de la politique « ordinaire » peut ainsi contribuer à réenchanter la domination politique légitime, quitte à inverser la réalité sociologique d'une fermeture du champ politique⁶⁵. Par ailleurs, la politique contestataire ou les mouvements sociaux privilégiés par la science politique française restent eux-mêmes pour l'essentiel l'œuvre de membres des classes moyennes ou supérieures ; les niveaux tant dirigeant que subalterne demeurent sous-étudiés. Le légitimisme du plus grand nombre reste néanmoins le fait social et politique majeur⁶⁶ puisqu'il se maintient massivement et durablement en dépit de l'aggravation de la situation économique de nos concitoyens et non plus seulement des seules classes populaires. Reste que le rapport aux décideurs, aux décisions et aux débats politiques d'un patron du CAC 40 ne peut pas être celui d'un ouvrier. Il est des évidences que l'on s'étonne de formuler bien qu'elles ouvrent d'autres chantiers pour la science politique, car comme le soulignent E. Agrikoliansky et A. Collovald, « les acquis théoriques et méthodologiques de la sociologie de l'action collective n'ont pas été historiquement forgés pour étudier les mobilisations [de dominants] et s'ils s'avèrent utiles pour normaliser leur approche et les réinscrire dans la continuité des autres cas possibles d'actions collectives – notamment celles des dominés – ils échouent à en saisir pleinement la spécificité »⁶⁷.

La politique rapprochée de la classe dirigeante

Au sein du champ du pouvoir, les chefs militaires et d'autres chargés des missions régaliennes de l'Etat, par ailleurs soumis au devoir de réserve, prennent quotidiennement ou presque des décisions *avec* les décideurs élus. Ils se présentent comme les meilleurs experts, indispensables à toute prise de décision rationnelle. En haut à droite du champ du pouvoir, il existe nombre de « *non-elected politicians* » du côté du pôle économique⁶⁸. Ces fondés de pouvoir des principales organisations économiques privées bénéficient eux-aussi spécifiquement d'un accès direct aux décisions voire aux fonctions politiques. Fort de cette proximité immédiate aux élus décisionnaires, ils bénéficient d'une forme de *Voice* oubliée dans la trilogie d'Hirschman : directement écoutés, ils peuvent passer outre le débat démocratique citoyen. Leurs répertoires d'actions politiques rapprochées sont aussi nombreux que méconnus par la sociologie politique

⁶² Mayer (N.), *La boutique contre la gauche*, Paris, Presses de la FNSP, 1986.

⁶³ Pour une sociologie politique plus rigoureuse des contre-cultures, voir Lacroix (B.), Pailhès (A.-M.), Rolland-Diamond (C.) et Landrin (X.), *Les contres-cultures. Génèses, circulations, pratiques*, Paris, Syllepses, 2015.

⁶⁴ Par exemple : Perrineau (P.), dir., *L'engagement politique : déclin ou mutations ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 1994.

⁶⁵ Selon P. Perrineau, le gouvernement représentatif jetterait même ses derniers feux, les conclusions de Bourdieu et Gaxie sur la fermeture du champ politique y sont donc présentées comme dépassées...

⁶⁶ Gaxie (D.), *Le cens caché*, Paris, Seuil, 1978.

⁶⁷ Agrikoliansky (É.) et Collovald (A.), « Mobilisations conservatrices : comment les dominants contestent ? » *Politix*, 106, 2014, p. 7-29.

⁶⁸ Sassen (S.), *The Retreat of the State : The Diffusion of Power in the World Economy*, Cambridge University Press, 1996.

française⁶⁹ : ils contribuent pourtant à la sélection des futurs élus en finançant leurs partis et campagnes électorales ; ils contrôlent les médias dominants (*TF1, Le Monde...*) et/ou (pour eux) décisifs (*Financial Times, Les Echos...*) mais aussi, *via* le mécénat, les plus hauts lieux de la culture légitime qui sont autant de lieux de l'entre-soi des véritables décideurs européens (saison européenne des principales salles d'Opéra, certaines chasses et courses hippiques, les vernissages des grandes expositions des plus prestigieux musées, des enchères historiques, les conseils d'administration des grandes écoles et universités dont Sciences Po Paris, etc.) ; ils financent la recherche, débauchent et recrutent aux postes de directions de leurs entreprises les plus hauts fonctionnaires, participent et entretiennent bien d'autres lieux et cercles de rencontres des représentants du champ du pouvoir (dont Davos, *Le Siècle* ou le *Jockey-Club*) ; ils pratiquent bien sûr le lobbying, action directe par définition, etc. Ordinairement politisés, ces hauts responsables économiques privilégient l'action pragmatique pour orienter la décision et les fonctions politiques à leurs profits. En France, l'intrication des grands corps de l'Etat et des champions nationaux de l'industrie, de la banque et de la finance apparaît toujours plus forte⁷⁰. Le politiste ne peut plus l'ignorer et doit désormais orienter son regard, ses méthodes et questionnements vers le champ du pouvoir au-delà du seul champ politique, dont les grands patrons si peu accessibles⁷¹.

L'action directe des plus éloignés du champ politique

L'infrapolitique demeure encore très largement sous le radar de la sociologie politique. Au contrebas de la société et du continuum des rapports au politique, la majorité des membres des classes populaires ne votent plus. Ils ne sont plus représentés dans les instances politiques décisionnels et se désintéressent désormais logiquement, massivement et intensément, de la politique légitime ; exclus de la politique institutionnelle, ils s'en excluent (*Exit*). La plupart d'entre eux ne croient plus en la capacité de l'actuel système politico-économique à améliorer le cours des événements les concernant mais demeurent le plus souvent fatalistes à défaut de légitimisme. Pourtant quelques-un.e.s, certes très minoritaires mais toujours plus nombreux.se.s semble-t-il, pratiquent l'action directe dans l'apparente continuité d'une histoire populaire du rapport à la politique qui s'avère fort ancienne. Cette *vox populi* qui pourrait anticiper et préparer la crise politique voire la révolution, s'exprime tant par la menace physique, l'insulte, le braconnage, le sabotage, le soulèvement populaire... que de manière plus festive ou constructive au travers du charivari, de l'ironie, de la ruse, de l'occupation, des chants et de la poésie populaires, de l'argot, des rumeurs, d'une autre consommation engagée, du *Do It Yourself...* Des phénomènes d'échanges, d'affinités voire d'homologies structurales entre certains membres et collectifs de classes populaires et dominantes sont à l'œuvre et les concepts d'habitus et de champ permettent de les préciser en multipliant et en combinant les variables pertinentes (rapports sociaux de genre, d'autochtonie...) pour ainsi mieux comprendre pourquoi et comment certains mouvements « infrapolitiques » réussissent quand d'autres échouent⁷². Si « politique populaire » il y a, elle s'inscrit et puise certes dans des économies morales ou des cultures localisées mais elle doit pourtant toujours faire avec (et contre) la politique légitime, ses capacités de cadrage, de récupération et de répression. Pluraliser la raison politique ou les rapports sociaux au politique, comprendre plus complètement, plus finement et justement l'histoire et la sociologie de la domination politique comme croisée ou connectée avec celles des dominé.e.s constitue un indéniable progrès sociologique qui ne devrait toutefois pas conduire par un excès de vitesse sociologique à mettre en équivalence les professionnels et institutions du champ politique et du champ du pouvoir avec les acteurs et collectifs les plus

⁶⁹ Bonnelli (L.) et Jeanpierre (L.), « L'économie, l'international et la sociologie : combinaisons et variations », *Cultures et conflits*, 108, 2017, 7-14 et l'ensemble de ce numéro.

⁷⁰ Dudouet (F.-X.), Grémont (É.), « Les grands patrons et l'Etat en France. 1981-2007 », *Sociétés contemporaines*, 68, 2007/4, p. 105-131

⁷¹ Offerlé (M.), *Les Patrons des patrons. Histoire du Medef*, Odile Jacob, Paris, 2013

⁷² Fox Piven (F.) et R. Cloward (R.), *Poor People's Movement. Why they succeed and How they fail*, New York : Pantheon Books, 1977.

dominés, à faire abstraction des hiérarchies sociales au nom de la « démocratie », qui, comme le rappelait Weber, doit demeurer à sa place d'idéal, qui n'est pas celle de la science sociale.